



# ACTION MINES GUINÉE

POUR LA BONNE GOUVERNANCE DANS LES INDUSTRIES EXTRACTIVES  
Site web : [www.actionminesguinee.org](http://www.actionminesguinee.org) - Email : [Contact@actionminesguinee.com](mailto:Contact@actionminesguinee.com)

## La SMB face à sa responsabilité



## Exploitation minière à Boké : Le quartier Correrah plus que jamais pollué



Mise en œuvre de l'ITIE-Guinée : ACTION MINES met en place les CETIE de Boké et de Kindia

Mines : Les comités de concertation dans les localités minières en conclaves à Mamou, pour capitaliser les acquis et identifier les défis.



Impression:

Warh Business groupe

[diaby.bilo@yahoo.fr](mailto:diaby.bilo@yahoo.fr) -657.26.28.26 / 621.06.92.09

Editorial



Chers lecteurs, nous sommes à la fin de l'année 2016. L'heure est aux bilans de notre existence courant cette année qui s'en va et annonce une nouvelle. Avons-nous fait un pas vers le progrès souhaité,

avons-nous stagné ou régressé ? Ces questions devraient être à l'esprit de tout un chacun pour nous aider à capitaliser les acquis, corriger les erreurs du passé afin de mieux affronter les défis que nous réserve le futur.

Défis, oui, ils sont nombreux, mais le plus important est la gestion efficace et équitable de nos ressources internes (humaines et financières) indispensables pour amorcer un développement social et économique à la hauteur des attentes. La gouvernance du pays nous fournit un résultat mitigé et loin d'être satisfaisant. En ce qui concerne la gouvernance du secteur minier, l'année 2016 a été marquée par une vague de scandales de corruption qui éclaboussent des cadres guinéens à tel point que la Guinée soit à la une des médias internationaux ainsi que la cible de la justice occidentale du fait de la ramification ambiguë de ces affaires. De l'affaire BSGR à Rio Tinto en passant par le scandale des fonds spéculatifs américains OSCHZIF, aujourd'hui l'image de la Guinée est gravement atteinte sur la scène internationale.

Les affaires liées à l'arrestation aux USA du courtier Samuel Mébiane, de l'ancien Ministre des mines Mahmoud Thiam pour cause de corruption et blanchiment d'argent et

l'interpellation de l'homme d'affaires Israélien Benny Steinmetz à Tel Aviv suite à des accusations de corruption dans l'acquisition des droits miniers sur le Simandou et Zogota relancent les procédures judiciaires enclenchées dans plusieurs pays : États-Unis, Suisse, Guinée, Royaume-Uni.

Si les pays occidentaux, dont les ressortissants sont cités dans les affaires ont engagé des poursuites au nom de leurs lois anti-corruption, la justice Guinéenne elle, se limite à des déclarations d'intention qui ne sont suivies d'aucune action concrète. Les 412 millions de dollars payés par OSCHZIF aux USA pour négocier un règlement à l'amiable de son procès vont renflouer les caisses américaines au détriment de la Guinée, du Tchad et du Niger pourtant premières victimes de cette mafia internationale.

Avec la recrudescence de la corruption dans le secteur minier Guinéen, les citoyens voient leur espoir d'avoir une vie meilleure grâce aux ressources minérales s'effondrer, car le secteur est pris en otage par une élite corrompue au service des lobbys étrangers eux-mêmes au service des grands groupes miniers. Le peuple se nourrit de rêves et promesses.

Le citoyen Guinéen est en droit de se demander à quoi ont servi les réformes annoncées dans ce pays ?

Ces réformes si elles sont enclenchées, leurs résultats tardent à voir le jour par ce que l'opinion a du mal à cerner la différence entre les pratiques décriées par le passé et celles qui se font après lesdites réformes. Mais le paradoxe le plus remarquable est l'indifférence notoire des institutions du pays face à ce phénomène galopant notamment l'assemblée nationale qui n'a ouvert la moindre enquête parlementaire pour demander l'éclaircissement de ces affaires au nom de son mandat (le peuple).

Les défis sont certes énormes, mais avec une réelle volonté politique de mieux gouverner, ou contrôler l'action du gouvernement les atouts ne manquent pas.

Le gouvernement devra s'employer en 2017 à améliorer de façon positive la gouvernance de notre pays pour qu'enfin le guinéen se sente heureux de vivre chez lui. Et pour y arriver, des mesures efficaces et rigoureuses et j'insiste sans complaisance devront être prises pour faire rupture avec ce passé têtard qui nous suit, comme l'animal et sa queue.

ACTION MINES GUINEE, s'est employée durant l'année 2016 à mener le combat pour la bonne gouvernance du secteur extractif à travers des actions citoyennes pour attirer l'attention des gouvernants sur la nécessité d'adopter la transparence et la redevabilité comme outils de gouvernance. Nous avons certes lancé des alertes, mais aussi des propositions qui sont celles de la société de la

Mise en œuvre de l'ITIE-Guinée : ACTION MINES met en place les CETIE de Boké et de Kindia



Dans le cadre de sa stratégie d'appui à la bonne mise en œuvre de l'initiative pour la transparence dans les industries extractives en Guinée que l'ONG ACTION MINES poursuit la mise en place des conseils des étudiants pour la transparence dans les industries extractives dans les universités publiques et privées du pays. Après les universités de Conakry, ce fut le tour des universités de Kindia et de Boké.

Le samedi 17 décembre 2016, s'est tenue à l'université de Kindia une conférence sur deux thématiques, notamment le processus ITIE en Guinée et la norme ITIE 2016. A l'issue des débats s'en est suivie la mise en place du bureau du conseil des étudiants pour la transparence dans les industries extractives (CETIE) de l'université de Kindia.

Dans la même lancée, une mission d'AMINES s'est rendue à l'institut supérieur des Mines et de la Géologie de Boké le 21 décembre 2016. La conférence s'est tenue dans la salle de lecture en présence des cadres et une foule compacte d'étudiants venues satisfaire leur curiosité. La séance a débuté par la projection du film documentaire sur l'exploitation de la bauxite avant d'aboutir à la mise en place du bureau.

Ces différents bureaux installés auront la charge de participer à l'animation des débats publics sur la gouvernance des industries extractives en Guinée. ACTION MINES envisage d'encadrer ces étudiants en renforçant leurs capacités sur la gouvernance du secteur minier en général et la mise en œuvre du processus ITIE en Guinée en particulier. L'objectif est de mettre en place le conseil national des étudiants pour la transparence dans les industries extractives pour permettre aux étudiants qui constituent l'avenir de demain de mettre leur grain de sel à cette question d'intérêt national.

Mohamed Simbé DIABY

## Exploitation minière à Boké : le quartier Corrérah plus que jamais pollué

Corrérah, quartier de la commune urbaine de Boké, situé sur l'autre rive du Rio Pongo risque d'être étouffé par l'exploitation minière. Les jeunes de ce quartier ont battu

moyen terme le bitumage de la route qui relie Corrérah au centre-ville. Le seul petit résultat obtenu de la manifestation est l'arrosage de la route 3 fois par jour. Mais, les jeunes estiment que c'est

développement social et citoyen de Corrérah pense que les projets miniers apporteraient du bonheur, mais hélas, "nous sommes ébahis de

trouver le contraire". Pour lui, les conséquences collatérales, notamment la dégradation de l'environnement physique, économique et social ou le manque d'emploi sont énormes par rapport à ses attentes.

« Les projets miniers ont une étude d'impact environnemental et social, des plans de

gestion environnementale et sociale et un plan d'appui au développement local, mais nous sommes restés

aujourd'hui un parent pauvre. La population est exposé aux dangers, notamment les bruits, la poussière,

la dégradation des routes, la destruction de l'environnement, la dévastation des plantations entre autres. La SMB

devrait savoir que nous sommes au 21ème siècle, alors confiné

pratiquement la population indigène au profit de la société n'est pas du tout possible aujourd'hui », explique le jeune Dramé.



le pavé au début du mois de décembre pour réclamer des conditions sanitaires et hygiéniques appropriées. Après plusieurs tentatives de rencontrer les autorités en vue de satisfaire les points de revendications, les jeunes de Corrérah ont décidé de passer à la vitesse supérieure.

Surchauffés, les jeunes de Corrérah ont barricadé la route pour empêcher les engins de la société minière de Boké (SMB) de passer. Ils protestaient contre

les vagues de poussière dégagées par ces engins à longueur des journées. Les habitants de ce quartier demandent à court terme que la SMB arrose la route et à



insuffisant avec la canicule de Boké. Il faudrait selon eux, que la société bitume la route une fois pour toute.

Amirou Dramé, chef d'antenne du

Dans la même lancée, El hadj Dramé, doyen de la localité note que la santé et la sécurité des citoyens du quartier sont gravement menacées. Quatre personnes ont perdu leur vie dans le quartier dans moins de deux ans.

Sous l'effet des vagues de poussière, des enseignants et élèves ont abandonné des salles de classes pour préserver leur santé. « Deux salles de classe réalisées par la CBG sont aujourd'hui abandonnées par les enseignants et leurs élèves à cause de la poussière. C'est la même chose au collège où des salles sont exposées aux intempéries de la nature », souligne le vieux, précisant qu'aucune autorité n'a dit mot sur cet état de fait.

A la question de savoir s'il y a une bonne cohabitation avec la SMB, Amirou Dramé estime que la

ne travaillent pas à la société et le peu de jeunes qui s'y trouvent sont des simples surveillants », ajoute-t-il. Même chose pour El hadj Dembo Amirou Dramé, qui estime que Boké n'a rien profité de l'exploitation des mines depuis 1956. « La gestion de la SMB n'est pas responsable vis-à-vis de nous. Mais ce sont les autorités guinéennes qui sont laxistes, si non la SMB serait obligé de respecter les clauses contractuelles », renchérit le sage.

**Gouvernance locale des revenus**  
Parlant de la gouvernance locale des revenus du secteur minier, elle reste à désirer selon Amirou Dramé. « Il y'a une opacité qui ne dit pas son nom dans la gestion des fonds au niveau de Boké. Personne ne sait comment l'argent est utilisé. Le problème Guinéen est le manque d'informations, les chefs ont peur de communiquer et pourtant c'est nécessaire que nos dirigeants nous expliquent comment ils gèrent les

à la lettre. Comme ça, c'est tout le monde qui en profite. Au lieu qu'un groupe de personnes en profitent et que les autres continuent dans la misère.

#### Perspectives

Selon nos interlocuteurs, si des dispositions idoines ne sont pas prises par les autorités au plus haut niveau, la préfecture de Boké risque de subir des conséquences terribles de l'exploitation minière. Pire, le quartier Corrérah est menacé de disparaître sous l'effet d'une exploitation "irresponsable". L'avenir de notre quartier est hypothéqué.

« Aujourd'hui, nous n'avons plus de surface cultivable et les plantations qui procuraient de la nourriture sont dévastés. Les anacardes n'ont rien produit en 2015. Nous n'avons ni eau ni électricité encore moins un autre avantage de ces sociétés minières », rappelle le sage de Corrérah.

Dans la même lancée, il précise : « Nous les adultes, notre temps est presque fini. Mais pour nos enfants et petits-enfants, leur avenir est compromis. Et c'est cette situation déplorable que nous vivons ici au quotidien. C'est le désarroi total. Notre souhait est que le gouvernement nous vienne au secours. Mais on a compris que ce gouvernement se soucie peu de notre sort. Parce qu'il n'y a aucune raison de prendre une parcelle de quelqu'un et donner à une société sans son consentement. Mais comme le gouvernement fait ce qu'il veut et le pays est en laisse guidon. On prend le bon Dieu comme témoin ». Il demande ensuite au gouvernement de voler au secours des habitants de Corrérah. « Sinon, dans quelques années on ne parlera plus de Corrérah sur la carte de la Guinée. Parce que c'est grâce aux bénédictions que nous vivons ici. Si les enfants ne

travaillent pas au bout de quelques années on ne saura plus où mettre la tête », s'indigne le sage avec un visage inquiet. Au vu de ce qui se passe sur le terrain, les autorités guinéennes doivent prendre des dispositions pour remettre les choses sur les rails. Il faudrait que les lois en matière d'exploitation minière soient appliquées afin que tous les guinéens profitent des retombées.

## Boké : la culture d'acajou ou l'alternative aux mines ?

La préfecture de Boké est en proie à une exploitation intense de la bauxite. Les populations de cette localité vivent au quotidien les séquelles de cette exploitation minière sans précédent. Dépossédés de leurs terres cultivables, les citoyens de Boké sont désormais confrontés à un véritable problème économique. Face à cette situation critique, les habitants de Boké n'ont que leurs yeux pour pleurer. Parce que le gouvernement sur qui ils pouvaient compter continu de jouer le spectateur.

Et pourtant, si ces braves populations ne sont pas dépossédées de leurs terres, ils peuvent bien s'en sortir avec la culture d'acajou. C'est du moins ce qu'avance la coordination des agriculteurs et promoteurs

d'acajou de la région. Pour ces cultivateurs, l'expérience est simple. Une tonne de bauxite se vend entre 28 et 30 dollars contre 1500 dollars la tonne d'acajou.

« Le gouvernement doit abandonner l'exploitation de la bauxite qui n'a que des effets négatifs sur les populations de Boké. Comme on ne tire aucun bénéfice de l'exploitation de la bauxite, ils doivent nous laisser la terre de nos ancêtres pour nos activités agricoles. L'expérience prouve aujourd'hui que la culture d'acajou est beaucoup plus bénéfique que l'exploitation de la bauxite. Et ça, sans compter les conséquences néfastes de cette exploitation sur notre environnement physique, social et économique », explique le coordinateur des associations des cultivateurs d'acajou, Chafaie Diallo.

En plus de l'acajou, l'expérience prouve que la culture du gingembre est beaucoup plus prolifique sous les plantations d'anacarde. Cet aliment utilisé dans la fabrication de jus local et autres provisions, constitue actuellement un élément essentiel de consommation des populations.

Pour rappel, le gingembre est consommé aux quatre coins du monde pour soulager différents maux tels que les rhumatismes, les nausées, le rhume et les maux de tête. Le gingembre peut être utilisé sous différentes formes,

comme en capsules, en poudre, en tisanes, frais ou en sirop. Il est utilisé dans la fabrication des produits sanitaires et cosmétiques à travers le monde.

« Le gingembre produit très bien sous l'anacarde et cela nous reconforte. Parce que les deux vont de pair. Mais avec le transport par voie routière de la bauxite, sous l'effet de la poussière l'acajou ne produit absolument rien et cela se répercute aussi sur les cultures du gingembre », précise M. Diallo. Il soutient ensuite que si c'est cela l'exploitation minière à Boké, il vaut mieux laisser les habitants de Boké travailler la terre de leurs ancêtres pour se nourrir.

En tout cas, il est plus qu'essentiel que les autorités prennent des dispositions adéquates pour faire cohabiter l'exploitation de la bauxite et la culture d'acajou qui s'avère très rentable pour la population. Une manière pour les habitants de cette ville de ne pas seulement encaisser les séquelles de l'exploitation minière.

### Oury Bah



proximité avec cette société est un regret aujourd'hui pour les habitants de Boké en général et ceux de Corrérah en particulier. « Nous ne faisons que subir les conséquences, tous les habitants sont malades à cause de cette poussière. Nos jeunes

revenus du secteur. Quand la gestion est transparente, personne ne demandera des comptes. Pour le moment, nous ignorons totalement ce qu'on en fait », rétorque le jeune. Pour les habitants de Corrérah, il faudra appliquer la loi qui a bien reparti les revenus du secteur minier

## La SMB face à sa responsabilité à Boké



Les populations de Corrérah ont manifesté début décembre leur colère contre la pollution à grande échelle de leur environnement suite au passage des véhicules de la SMB qui soulèvent la poussière. Après plusieurs revendications les jeunes de cette localité ont laissé exploser leur colère pour attirer l'attention

des autorités sur leur sort. Conséquence, la circulation a été paralysée durant des heures avant l'intervention des autorités locales. La Société minière de Boké SMB est souvent accusée par les populations environnantes de manquement à sa responsabilité en termes de respect des droits des communautés. Cela augmente considérablement les risques de conflits entre

communautés et sociétés minières.

#### Les revendications :

Les populations de Boké déplorent la pollution accélérée de leur environnement suite aux activités minières à travers entre autres : la poussière, les nuisances sonores suite au passage du train minéralier ainsi que la dégradation du pont de Corrérah. Faute de concertation entre les parties prenantes, les populations finissent malheureusement par manifester leur ras-le-bol. Il est surtout déplorable le manque de fonctionnement des Comités de concertation dans les localités Minières CCLM mais aussi des mécanismes de prévention et de résolution des conflits en relation avec l'exploitation des ressources extractives.

#### Les mesures

Pour calmer l'ardeur et la colère de la population, la société s'est engagée à arroser la route pour atténuer les effets de la pollution due à la poussière. Des mesures sont envisagées pour l'entretien du pont de Corrérah.

#### La visite du ministre

Avec la recrudescence des conflits dans la région de Boké pourtant poumon économique de la Guinée au regard de l'importance des projets minières en activités et des projets en vue dans la Zone, le Ministre des Mines et de la Géologie a jugé opportun de s'intéresser de près, à ce phénomène grandissant et inquiétant dans la région.



**La rencontre avec les Directeurs des sociétés minières.** Après avoir écouté les populations qui ont exprimé leurs difficultés dans la cohabitation avec les sociétés, le ministre des mines et de la géologie a rencontré à Kamsar les responsables des sociétés minières implantées dans la région à savoir : Guinea Alumina Corporation, Société minière de Boké et la compagnie des bauxites de Guinée. Abdoulaye Magassouba, a interpellé les sociétés sur leurs responsabilités vis-à-vis des communautés riveraines des sites miniers. Invite a été lancée aux sociétés d'améliorer leurs

stratégies de relations communautaires en vue de créer un climat d'entente propice au développement des projets minières au bénéfice de toutes les parties prenantes. « En ce qui concerne les impacts de l'exploitation sur les communautés, il est important de changer la donne, pour ne pas qu'on aille dans ces localités trouver que les villages transpirent la pauvreté. Alors que des centaines de millions voir des milliards de dollars sont extraits de ces terres-là, où leurs ancêtres ont vécu où eux-mêmes ils vivent » a soutenu Le ministre des mines devant les managers des sociétés.

Par rapport au développement du contenu local Abdoulaye Magassouba a martelé « nous allons aussi demander à chacune des sociétés présentes ici, de nous fournir leurs plans de promotion du contenu local. Et comme nous allons le faire sur



les questions environnementales et sociales nous allons également évaluer la qualité de ces plans et la qualité de leurs mises en œuvre »

En réponse, les sociétés ont pris l'engagement d'améliorer leurs pratiques pour favoriser la bonne cohabitation avec les communautés de la région.

Par conséquent, le ministre des mines et de la géologie a annoncé la mise en place d'une cellule de concertation entre les différentes compagnies évoluant dans la zone. L'objectif est de coordonner les interventions des uns et des autres en vue de répondre efficacement aux attentes des populations de Boké en termes de développement local.

Reste à savoir si cette intervention du ministre Magassouba résoudra les problèmes de cohabitation entre les populations de Boké et les sociétés minières notamment la société minière de Boké.

**Amadou BAH**



**ACTION MINES-GUINEE**

Tel : 622 825 850/621 6880 24

E-mail : contact@actionminesguinee.org

Site web : www.actionminesguinee.org

AMINES Guinée Association pour la transparence dans les industries extractives

Conakry le 9 Décembre 2016

COMMUNIQUE DE PRESSE

NO : 008

ACTION MINES GUINEE CONSTATE AVEC INDIGNATION LA MULTIPLICATION DES SCANDALES DE CORRUPTION DANS LE SECTEUR MINIER INCRIMINANT DES CADRES AU HAUT SOMMET DE L'ETAT GUINEEN.

**A**ction Mines Guinée a appris avec consternation la recrudescence des scandales de Corruption que vit actuellement le secteur Minier guinéen. Cette situation confirme la persistance de la mal gouvernance en dépit de tous les efforts déployés pour redorer l'image de la Guinée afin d'attirer les investissements étrangers directs et soutenir la croissance économique.

En effet, de multiples cas de corruption ont été révélés par la presse et la société civile dans le cadre de la gouvernance du secteur minier dans notre pays, ces derniers temps. Ces révélations incriminent malheureusement des agents de l'Etat Guinéen et non des moindres, puisque la présidence est citée dans presque tous les cas.

Cet état de fait est révélateur du mal que vivent les guinéens, du fait de la corruption, des pots-de-vin et des pratiques assimilées qui minent dangereusement le développement de notre pays.

Ces pratiques hissent la Guinée au rang des pays les plus corrompus au monde, en témoignent les rapports annuels de Transparency internationale sur la corruption dans le monde. Ce sceau, ternis gravement l'image de notre pays qui se veut démocratique et progressiste.

**Rappel des faits :**

Les germes de la corruption se découvrent avec insistance dans la gestion du secteur Minier. De l'affaire Sable Mining, à la récente affaire de Corruption qui implique des cadres de Rio Tinto et de la présidence Guinéenne en passant par l'affaire Palladinho ou encore les Fonds Spéculatifs Américains OSCH-ZIFF révélée par la justice fédérale Américaine à travers l'Arrestation et l'audition du courtier Samuel Mébiane à new york.

Les scandales de Corruption collent à la Peau des dirigeants du secteur minier Guinéen, devenu une vache laitière par excellence pour des hauts placés de l'ETAT.

Au regard de toutes ces suspicions de Corruption qui n'honorent pas la Guinée ; **Action Mines Guinée** déplore :

- le silence injustifié de la justice Guinéenne qui devrait se saisir de ces affaires pour tirer au clair ces allégations.

-L'indifférence totale et la banalisation des multiples affaires de corruption par le Gouvernement et les institutions de l'Etat, notamment l'assemblée Nationale.

-La passivité de la société civile Guinéenne face à ces fléaux qui menacent dangereusement la gouvernance économique de notre pays.

Action Mines Guinée recommande :

**Au Chef de l'Etat de :**

- Faire de la lutte contre la

corruption une priorité de son second et dernier mandat à travers une volonté politique soutenue par des actions concrètes,

- **Rendre effective** l'indépendance de la justice en évitant toute interférence de l'exécutif dans les affaires judiciaires.

- **Rendre autonome et indépendante**, l'agence nationale de lutte contre la corruption (ANLC).

A la Justice Guinéenne

\*La mise en place d'une commission d'enquête spéciale et indépendante en charge d'instruire ces actes présumés de corruption dans le secteur minier ;

\*L'ouverture d'une enquête sérieuse et indépendante pour situer les responsabilités des uns et des autres dans ces différentes affaires ;

\*Marquer son indépendance et sa volonté de faire rupture avec l'impunité à travers l'interpellation et le jugement des personnes impliquées dans ces affaires présumées de corruption ;

:AL'assemblée Nationale:

-Louverture immédiate d'une enquête parlementaire pour élucider ces actes présumés de corruption

-D'exiger de l'exécutif, des explications sincères par rapport à la répétition des

## Les ONG évoluant dans le secteur minier en concertation pour mutualiser leurs efforts

Sous le lead de Search For Common Ground (SFCG) et le Co-lead d'ACTION MINES GUINEE, les ONG qui évoluent dans le secteur minier guinéen sont en concertation depuis quelques mois à Conakry. Ce, pour améliorer la coordination et l'efficacité des actions des ONG agissant dans le secteur des mines.

Les objectifs de ce cadre de concertation sont entre autres : Servir de cadre d'échanges d'informations, d'expériences, de dialogue régulier et de planification concertée (coordination) pour une meilleure gouvernance et la prévention et gestion des conflits dans les zones minières ; Mener des actions de plaidoyer auprès des parties prenantes concernées, lorsque pertinent ; Développer la capacité des organisations membres pour une meilleure appropriation des textes de loi et des mécanismes nationaux et internationaux liés à la gestion des ressources minières et la prévention et gestion de conflits ; Augmenter la visibilité des actions, à travers la création d'un site d'information sur les actions menées par tous les acteurs (à moyen terme) et une page Facebook (à court terme) et s'entraider en cas de besoin, pour la mobilisation de ressources pour des actions ciblées.

La réunion du vendredi 09 décembre 2012 s'est tenue dans les locaux d'Action Mines Guinée. Le modérateur de la réunion, Mamadou Oury Bah, responsable suivi-évaluation d'AMINES a d'abord rappelé les points à l'ordre du jour. Il s'agissait de :

1. La finalisation des Termes de Référence du groupe de travail afin de formaliser ces réunions de concertations ; -

2. Présentation et discussion autour des résultats principaux de l'étude menée par SFCG en Haute Guinée /

3. Mise à jour des activités et interventions des ONGs dans les zones minières

4. La restitution de la caravane "communiquer ITIE" dans la zone bauxitique nord-ouest) menée par ACTION MINES GUINEE avec l'appui de la GIZ

5. Divers ;

Après projection des Termes de Référence du groupe de travail, les acteurs présents ont amendés et des thèmes de débat pour les prochaines réunions ont été formulés.

SFCG a présenté son étude menée sans les préfectures de Kouroussa, Siguiri et Mandiana sur les causes des conflits miniers et leurs manifestations. L'étude démontre clairement les causes sociologiques, économiques et culturelles des différents conflits dans ces zones aurifères. La présentatrice a donné un accent particulier à la méthodologie utilisée lors de l'étude, notamment le porte-à-porte, les discussions autour de l'arbre à palabre. Une méthodologie qui a conduit au succès de l'étude, selon Maud Bakindjan.

Ce fut le tour de Mamadou Oury Bah de présenter les résultats du projet intitulé « caravane communiquer ITIE" réalisé par Action Mines Guinée dans la zone bauxitique nord-ouest de la Guinée. Ce projet qui a bénéficié d'un appui financier de la coopération allemande au développement a touché cinq préfectures notamment Boffa,

Boké, Gaoual, Téliélé et Kindia et dans chacune de ces préfectures une commune rurale a été touchée. Au total 460 personnes dont 136 femmes issues des élus locaux, des organisations de la société civile ont été sensibilisés sur le processus ITIE en général et le contenu du dernier rapport ITIE (Rapport ITIE 2013) en particulier.

Dans les divers, Monsieur Aboubacar Diallo, du MDC a brièvement parlé du problème de relocalisation des populations de Kintinian (Siguiri) et l'historique du conflit minier de Zogota, qui a coûté la vie à plusieurs personnes en 2012.

Etaient présentes à cette réunion, les ONG suivantes : Action Mines Guinée (AMINES), Search for Common Ground (SFCG), Association Mines Sans Pauvreté (AMSP), SEG, la Fondation Guinée Solidarité Plus, ANAPEV/CONASA, Mines et développement communautaire (MDC) et le centre d'étude et de coopération internationale (CECI).

### Mohamed CISSE

## Beny Steinmetz arrêté en Israël pour acquisition frauduleuse d'un permis minier en Guinée.



Le milliardaire israélien, Beny Steinmetz a été arrêté le lundi 19 décembre 2016 par la police de son pays. Il est soupçonné d'avoir versé des dizaines de millions de dollars de pots de vin à de hauts fonctionnaires en Guinée.

Arrêté par la police israélienne, l'homme d'affaires est soupçonné d'avoir corrompu des dirigeants guinéens pour acquérir des droits miniers en République de Guinée, en 2008.

L'affaire dont il s'agit est l'octroi des blocs 1 et 2 de fer du Simandou Nord et de Zogota, situés à environ 800 km au Sud-Est de la capitale Guinéenne. BSG Resources, une firme fondée par M. Steinmetz a conclu en 2008 un juteux contrat, peu avant la mort de l'ex-président, le général Lansana Conté.

### L'histoire

L'accord controversé a permis d'acquérir les droits miniers pour l'exploitation des minerais de fer en Guinée pour la somme de 160 millions de dollars.

En 2010, après l'élection d'Alpha Condé à la tête du pays, BSGR a revendu 51% de ses actions à Vale, une société minière brésilienne pour 2,5 milliards de dollars. Cette dernière avait déjà commencé la construction des infrastructures en 2012, avant de se voir retiré le permis par les autorités de Conakry pour soupçons de corruption. La compagnie a donc trainé en justice la Guinée devant la cour internationale d'arbitrage.

L'arrestation du riche homme d'affaires israélien intervient seulement quelques jours après que sa firme, BSGR ait mis en demeure Rio Tinto concernant le paiement illicite de 10,5 millions de dollars à Francois de Combret en 2011, alors conseiller du Président Alpha Condé. Ce, pour garantir les droits sur les blocs 3 et 4 du même Mont Simandou. Une situation qui a

créé tant de polémique dans le paysage sociopolitique de la Guinée.

Au moment de son arrestation, la police a déclaré qu'il était soupçonné, avec d'autres israéliens vivant à l'étranger, de verser des dizaines de millions de dollars de pots de vin à de hauts fonctionnaires en Guinée. Allégations fermement démenties par le riche homme d'affaires.

Son passeport a été confisqué et une caution de 25 millions de dollars lui aurait été réclamée. Beny serait actuellement en résidence surveillée.

Les allégations de corruption pour l'acquisition de permis ou titre miniers continuent à défrayer la chronique dans le pays. Après le scandale de corruption pour l'obtention des droits sur le Mont Nimba par West Africa Exploration, c'est au tour de Rio Tinto puis BSGR. Sans oublier l'arrestation de l'ancien ministre guinéen des mines, Mahmoud Thiam, par ailleurs citoyen américain pour avoir reçu en pots de vin de 8,5 millions de dollars d'un conglomérat Chinois pour leur faciliter des droits d'investissements en Guinée.

## Abidjan : La société civile francophone s'approprie de la norme ITIE 2016



**D**u 07 au 09 décembre 2016, la société civile des pays francophones œuvrant pour la transparence dans les industries extractives se sont réunis à Abidjan autour des nouvelles standards ITIE 2016. La rencontre a été organisée par la coalition Publiez ce vous payez cote d'ivoire en collaboration avec Natural Resource Governance Institute (NRGI).

Trois jours durant, les organisations de la société civile évoluant dans le secteur de la gouvernance des ressources naturelles dans l'espace de l'Afrique francophone, ont échangé à Abidjan sur les standards de la norme ITIE 2016. Les participants ont noté des modifications importantes à la norme 2013. Ceci dans le but de faciliter la compréhension et la mise en œuvre des exigences de la norme dans les pays mettant en œuvre l'initiative.

Les travaux ont commencé par les mots de bienvenue prononcés respectivement par YOBOUE Michel, Coordinateur de la coalition PCQVP cote d'ivoire et Evelyne Tsague Directrice adjointe de Natural Resource Governance Institute pour l'Afrique Francophone. Sur la base des constats des différents pays, Jean Pierre Okenda

de NRGI a présenté l'état des lieux des problèmes de gouvernance du secteur extractifs dans les pays présent à l'atelier. S'en est suivie la présentation sur la norme ITIE 2016 avec ses nouveautés par Evelyne Tsague. Les nouveautés de cette norme sont les suivantes : i) la restructuration des exigences suivant la chaîne de décisions de l'industrie extractive, ii) la transparence intégrée dans le système de gestion du secteur, iii) suivi des recommandations de rapports ITIE, iv) nouvelles exigences sur la propriété réelle, v) vente des parts de production de l'Etat, vi) protection de l'espace civique, vii) divulgation de la politique données ouvertes, viii) clarification et définitions de termes pour lever les ambiguïtés, ix) procédures de validation améliorées »

L'exigence sur la propriété réelle a bénéficié d'une attention particulière. Une présentation sur les pays pilotes de la mise en œuvre de cette exigence a été faite et les expériences des pays ont été partagées à l'ensemble des participants. L'exigence prévoit que tous les pays mettant en œuvre l'ITIE adoptent et publient une feuille de route pour la divulgation

de la propriété réelle avant le 01 janvier 2017.

Un (Les) propriétaire(s) réel(s) d'une entreprise est (sont) la (ou les) personne(s) physique(s) qui, directement ou indirectement, possède(nt) ou exerce(nt) en dernier ressort le droit de propriété ou le contrôle de l'entité juridique a révélé Evelyne Tsague avant de préciser que « ni les entreprises actionnaires ou d'autres personnes morales ne peuvent pas être propriétaires réels, ni les administrateurs et membres de conseil d'administration, ni les substituts d'un propriétaire réel ».

Plusieurs pays ont à ce jour publié leur feuille de route pour la divulgation de la propriété réelle. La Guinée quant à elle a entamé le processus depuis le mois de septembre 2016.

La Guinée sera-t-elle au rendez-vous de 01 janvier 2017 ?

C'est la grande question qui se pose actuellement étant donné que nous sommes à quelques jours de la date limite fixée par le secrétariat international de l'ITIE. Selon nos informations un projet de feuille de route a été envoyé au secrétariat international de l'ITIE pour des observations. C'est seulement après ces observations que le comité de pilotage va adopter la feuille de route pour la Guinée.

A rappeler qu'ACTION MINES GUINEE en collaboration avec Natural Resource Governance Institute a élaboré un draft de feuille de route qui a été soumis au comité de pilotage pour amendement et adoption.

Mamadou Lamarana DIALLO, envoyé spécial

## Mines : Les comités de concertation dans les localités minières en conclaves à Mamou, pour capitaliser les acquis et identifier les défis.



Le projet d'appui à la prévention et des conflits piloté par le PNUD a réuni les membres des 82 CCLM installés à travers le pays.

Cette rencontre la dernière avant le bouclage du projet vise à revoir les connaissances acquises lors des multiples séances de renforcement des capacités dont les membres ont bénéficiés. Environ 2207 personnes sont membres des comités de concertation dans les localités minières. Cette initiative vise à réduire la fréquence des conflits dans les zones minières, afin de créer un climat paisible propice au

développement du secteur minier Guinéen.

Le projet qui a débuté au mois de mars 2016 a tenu plusieurs formations des acteurs des CCLM dans le cadre de la prévention et la résolution des conflits entre les parties prenantes de l'exploitation minière (société minière, Communautés, Etat) à travers des mécanismes appropriés.

Le processus a conduit en ce mois de décembre à la mise en place d'un observatoire national chargé d'appuyer le processus de prévention et de résolution des conflits qui minent le secteur minier. L'observatoire est composé des membres des CCLM sur la base de certains critères qui donnent la priorité à ceux qui viennent des zones minières en activité. Cet observatoire est encadré par les départements

des mines, de l'environnement, et l'administration du territoire.

"La rencontre de Mamou a non seulement évalué les acquis du projet mais permis d'identifier les défis, les besoins, ainsi que les moyens à déployer pour consolider les acquis du projet afin de favoriser l'atteinte de l'objectif visé" a soutenu Boubacar BAH responsable par intérim du projet.

Pour arriver à l'objectif qui est celui de réduire les risques de conflits dans les zones minières, toutes les couches sociales sont représentées au sein des Comités de concertation des localités minières. Des leaders religieux aux notables sans oublier les femmes et les jeunes tout le monde est impliqué selon Néné Moussa Maléyah Camara, Directeur des relations Communautaires et le développement du contenu local.

Les comités mises en place ont bénéficié d'appui logistique composé de matériels informatiques de la part du système des nations Unies pour rendre opérationnels les CCLM.

## lettre revendication Corrérah

